Communiqué

LE 17 NOVEMBRE EN GREVE POUR NOS SALAIRES, NOS CARRIERES ET NOS DROITS !!

Les dernières rencontres avec le gouvernement n'ont débouché sur aucune mesure concrète de revalorisation salariale.
Le dispositif annoncé par le premier ministre dit « miroir » sur le SMIC ne fait que renforcer le tassement des grilles et de fragiliser encore plus le principe de carrière.

C'EST INACCEPTABLE !

Pendant ce temps, le pouvoir d'achat recule, les perspectives de carrière se réduisent et les conditions de travail se dégradent. **FO Défense** exige des mesures immédiates.

Fonctionnaires des catégories A, B et C, ouvriers de l'État et agents contractuels assurent chaque jour les missions du ministère des Armées. Toutes et tous doivent pouvoir vivre dignement de leur travail et voir leurs qualifications reconnues.

FO Défense revendique :

- ✓ Pour les fonctionnaires des catégories A, B et C, l'augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation et la revalorisation des grilles indiciaires.
- ✓ Pour les ouvriers de l'État, la revalorisation des salaires et des perspectives d'avancement à la hauteur des qualifications, de l'expérience et des responsabilités exercées.
- ✓ Pour les agents contractuels, une rémunération correspondant à leur qualification et leur compétence. **FO Défense** demande la mise en place immédiate de la subrogation.
- ✓ En congé de maladie ordinaire, le maintien intégral de la rémunération et l'abrogation du jour de carence. La maladie ne doit entraîner aucune perte de rémunération. **FO Défense** porte cette exigence pour l'ensemble des personnels civils, quel que soit leur statut.
- ✓ Dans tous les services, des effectifs à la hauteur des missions et des conditions de travail qui permettent de les exercer correctement.

FO Défense appelle l'ensemble des personnels civils du ministère des Armées à faire grève et à participer massivement aux manifestations du mardi 17 novembre 2026.

Le 17 novembre, mobilisons-nous fortement pour obtenir des augmentations de salaire, de véritables perspectives de carrière et le respect de nos droits !







Fédération Syndicaliste FO de la Défense, des Industries de l'Armement et des secteurs assimilés
46 rue des Petites Écuries • 75010 Paris • Tél. 01 42 46 00 05 • www.fodefense.com

Fonction publique : sans dégel du point, aucune réponse à la hauteur de la colère des agents publics !

Le Premier ministre a été contraint de recevoir les huit organisations syndicales représentatives de la fonction publique, ce vendredi 13 novembre.

L'urgence salariale est au cœur de la colère des agents et agentes publics et de leur mobilisation massive les 29 septembre et 5 novembre dernier. Ils et elles attendent des réponses immédiates pour leur pouvoir d'achat : les agents publics ont perdu + de 16% de pouvoir d'achat depuis 2017 ! Avec la hausse du SMIC annoncée pour décembre, ce sont plus d'un million d'agent·es dont le traitement indiciaire sera sous le SMIC !

Les mesures annoncées par le gouvernement sont très largement insuffisantes : les mesures spécifiques sur les bas de grille n'apporteront pas de pouvoir d'achat en plus, laisseront encore 600 000 agents publics sous le SMIC et tasseront encore plus les grilles. En refusant de dégeler la valeur du point d'indice, le gouvernement laisse sans réponse structurelle l'urgence salariale, le tassement des carrières et la crise d'attractivité de la Fonction publique.

L'urgence est, entre autres, à la revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation. L'urgence est à la refonte des grilles indiciaires pour garantir à toutes et à tous des déroulements de carrière. L'urgence est à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. L'urgence est à l'abrogation du jour de carence et du rétablissement de l'indemnisation à 100% des arrêts maladie.

Nos organisations syndicales exigent que ces revendications trouvent une traduction concrète dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui doivent être profondément revus.

Dans un tel contexte, nous appelons les agents de la fonction publique à faire du mardi 17 novembre prochain une nouvelle et puissante journée de grève et de manifestations dans les trois versants de la fonction publique.

Déterminées, nos organisations entendent, dans l'unité la plus large, obtenir des réponses aux légitimes revendications des agents publics, fonctionnaires comme contractuel·les.

Paris, le 13 novembre 2026

Communiqué de presse

17 novembre : FO aux côtés des agents de la Fonction publique !

La Confédération Force Ouvrière appelle les agents de la Fonction publique à la grève et à la mobilisation, ce 17 novembre pour faire entendre leurs revendications et obtenir des réponses concrètes.

Qu'ils soient contractuels ou fonctionnaires, de la Fonction publique d'État, territoriale ou hospitalière, salariés de la Sécurité sociale ou de France travail, les personnels doivent pouvoir bénéficier d'une rémunération à la hauteur de leurs missions et de leur engagement au service de la population.

Malgré la forte mobilisation du 29 septembre et du 5 novembre, les annonces gouvernementales du 13 novembre ne répondent toujours pas à l'urgence salariale. Les agents publics ne peuvent être les laissés pour compte et servir de variable d'ajustement aux politiques d'austérité budgétaire. Les revendications portées par les fédérations et syndicats FO de la Fonction Publique ne sont toujours pas entendues alors qu'elles sont plus que jamais légitimes. FO rappelle que plus d'1,2 million d'agents vont se retrouver sous le SMIC au 1er décembre.

Les agents publics sont les piliers de la République et méritent des réponses immédiates, générales et durables. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités. La priorité est au dégel immédiat et à la revalorisation significative de la valeur du point d'indice. Des mesures ponctuelles ou limitées concernant les bas de grilles ne peuvent tenir lieu de réponse générale à la perte de pouvoir d'achat et au tassement des grilles.

Ecole, hôpital, police, défense, collectivités territoriales…, les agents assurent des missions indispensables. Le 17 novembre, FO soutient les actions et les revendications de l'ensemble des travailleurs. Dans le privé, FO reste vigilante à ce que les engagements pris soient tenus.

PUBLIC, PRIVE : MÊME SOUTIEN, MÊME EXIGENCE DE JUSTICE SALARIALE !

Paris, le 15 novembre 2026

Contact :

Frédérique Portel
Chargée des relations presse
Secrétariat général
Tel : 01 40 52 83 13 / 06 45 59 62 22
141, avenue du Maine
75014 Paris